
Manifeste pour les élections européennes de 2019 : 10 revendications

1. Pour une perception publique de l'UE (plus) juste

La législation communautaire est pour l'essentiel adoptée par le Parlement européen ET les ministres des gouvernements nationaux siégeant au Conseil. Trop souvent les gouvernements nationaux sont tournés sur eux-mêmes, empêchant ainsi tout résultat politique et accusant ensuite «Bruxelles» en cas d'échec. Cette attitude contribue à l'augmentation du nombre d'eurosceptiques parmi les citoyens. Les acteurs politiques nationaux et européens doivent faire preuve d'une plus grande détermination pour défendre les mérites de l'Europe et agir dans l'esprit européen de solidarité et de compromis. Une concession accordée dans un cas peut signifier un renvoi d'ascenseur dans un autre!

2. Pour une meilleure Europe

Le débat sur l'UE – en ce compris le débat sur une UE sociale – ne devrait pas se polariser autour de la question de «plus ou moins d'Europe». Des discours dogmatiques et simplistes sur le sujet «plus ou moins d'Europe» ne sont pas pertinents et divisent les sociétés plutôt que d'inviter les citoyens à aborder en substance des sujets et des thèmes spécifiques. Une approche différenciée s'impose. Dans certains cas, l'approche en faveur de «plus d'Europe» est pertinente, alors que dans d'autres cas, «moins d'Europe» peut offrir de meilleurs résultats.

3. Pour une démocratie libérale

L'indépendance du pouvoir judiciaire, l'Etat de droit, les droits fondamentaux universels et la tolérance constituent des pierres angulaires de l'UE. Les droits des minorités sont inhérents à ces principes. L'UE doit continuer à être un acteur crédible, ainsi qu'à appliquer et à défendre la démocratie libérale tant dans l'UE qu'en dehors. Et enfin, les citoyens et les électeurs doivent être convaincus de l'importance capitale de ces valeurs.

4. Pour une véritable dimension sociale

Le socle européen des droits sociaux doit devenir la référence pour une plus grande justice sociale dans l'UE et ses Etats membres. Il doit être transposé, appliqué et assimilé par tous les gouvernements, les institutions européennes, les partenaires sociaux et les syndicats. Les objectifs sociaux de l'UE doivent être mis sur un pied d'égalité avec les libertés du marché; force est en effet de reconnaître que des sociétés

inclusives ne sont pas synonymes de progrès social uniquement, mais également de retombées économiques et budgétaires.

*5. Pour des **droits sociaux universels***

Il convient de contrer le dumping social utilisé comme outil pour accroître la compétitivité du marché intérieur sans frontières de l'UE. Sans préjudice des spécificités des services publics et des principes de base des systèmes de carrière dans la fonction publique, l'introduction de normes sociales minimales robustes et contraignantes à l'échelle de l'UE pour les travailleurs ayant particulièrement besoin de protection s'impose. Ces normes se fonderont sur le principe de convergence ascendante et seront liées à des clauses de non-régression. Chaque personne, indépendamment de sa situation professionnelle, doit avoir accès à une protection sociale appropriée et abordable.

*6. Pour une **politique sociale efficace***

La subsidiarité, surtout dans le domaine de la politique sociale, n'exige toutefois pas uniquement des Etats membres des compétences et des interventions aux niveaux les plus bas, mais implique également que l'accent soit mis sur la résolution de problèmes dans une UE avec un marché de plus en plus intégré. Il convient à cet égard de considérer l'actuelle asymétrie entre la compétence de l'UE en matière de concurrence et de marché intérieur et la compétence des Etats membres quant à la politique sociale. Mettre les objectifs sociaux de l'UE sur un pied d'égalité avec les libertés du marché intérieur nécessite une détermination et des compétences plus marquées au niveau européen.

*7. Pour un **travail décent***

Sans préjudice des spécificités des services publics et des principes de base des systèmes de carrière dans la fonction publique, tous les travailleurs qui sont de facto liés par une relation de travail dépendante doivent avoir droit à un travail décent. Il convient de mettre un terme aux pratiques d'emploi abusives qui ont été spécialement conçues pour tirer profit des quatre libertés du marché intérieur de l'UE. Les lacunes législatives doivent être comblées; celles-ci sont encore nombreuses pour différentes catégories de travailleurs, parmi lesquels les travailleurs détachés et ceux qui travaillent dans l'économie numérique ou l'économie de plateformes. Le travail précaire, également dans le secteur public, doit être éliminé de manière systématique. Les Etats membres devraient être encouragés à renforcer leurs inspections du travail et à tirer profit des avantages qu'offre la nouvelle Autorité européenne du travail.

*8. Pour une **fiscalité juste et proportionnelle***

Partout dans l'UE, le capital continue à être nettement moins imposé que le travail. Les scandales impliquant des entreprises et des multinationales coupables d'évasion ou d'évitement fiscal ne cessent d'être révélés. L'UE doit encourager les Etats membres à se doter, au niveau national, d'administrations fiscales mieux équipées sur le plan des ressources humaines et financières. L'UE et ses Etats membres doivent adopter des politiques énergiques pour combler le manque à gagner dans le domaine de la fiscalité des entreprises et parvenir à un équilibre plus juste entre la fiscalité qui grève le capital et celle qui grève le travail. Ces mesures permettront aux pays de disposer des ressources nécessaires à leur fonctionnement; les inégalités croissantes entre les plus riches et les plus pauvres pourront, quant à elles, être réduites. Et tout cela, sans préjudice du fait que les ressources financières publiques devraient être allouées de manière durable et dans une optique de tolérance zéro vis-à-vis de la corruption.

*9. Pour des **services publics efficaces***

Le manque d'investissement public chronique en Europe a conduit à une détérioration des services publics dans de nombreux Etats membres, surtout au détriment des membres les plus vulnérables de la société et en sapant les principes de l'économie sociale de marché. De vastes coupes budgétaires dans nombre d'Etats membres ont été réalisées alors que le secteur public était confronté à des nouveaux défis. Dans certains cas, le bon fonctionnement du Etat a même été mis en cause. Les sociétés disposant de services publics qui fonctionnent se sont révélées être plus justes, résilientes et durables. Des administrations publiques efficaces et qualitativement élevées requièrent du personnel compétent, bien équipé matériellement et financièrement parlant et motivé.

10. Pour investir dans l'humain

Les investissements réalisés en particulier dans l'éducation dès le plus jeune âge, la formation, la santé et les politiques actives du marché du travail promeuvent, à long terme, les retombées sociales et économiques. Des économies durables et résilientes doivent investir dans le capital humain. L'UE devrait prendre les mesures nécessaires pour encourager les Etats membres à combler les écarts en matière d'investissements. Les outils de gouvernance économique et de surveillance budgétaire devraient être conçus dans ce sens.

Adopté par le Bureau restreint à Madrid, 21 mars 2019